

Violences policières: à Toulouse, la jeunesse a clamé sa colère

PAR EMMANUEL RIONDÉ
ARTICLE PUBLIÉ LE VENDREDI 5 JUIN 2020



Manifestation contre les violences policières, à Toulouse, le 3 juin. © ER

Un rassemblement contre les violences policières s'est tenu mercredi soir à Toulouse, au lendemain de la forte mobilisation parisienne. Il a donné à voir une jeunesse déterminée à ne plus accepter le racisme systémique et à s'organiser à l'écart de forces politiques discréditées.

Il est environ 20 heures. Elle ne va pas garder le micro très longtemps mais ses quelques phrases, applaudies par la foule, résumeront parfaitement la soirée : « *Je m'appelle Fatoumata, j'ai 19 ans. Comprenez bien quelque chose : on n'abandonnera pas. On est des futurs politiciens, des futurs avocats de ce pays. Retenez bien mon prénom. J'arrive !* »

Mercredi soir, à Toulouse, square Charles-de-Gaulle, au pied de la mairie, les interventions se sont succédé pendant une heure et demie sans interruption. Des prises de parole souvent tranchantes et chargées de rage et d'indignation. D'amertume parfois. De détermination et d'appels à l'organisation toujours. Sous l'intitulé « *Toulouse-Minneapolis-Beaumont, même police, même racisme* », ce rassemblement avait été initié par le comité Vérité & Justice 31 contre les violences policières et le racisme d'État. Il a rassemblé plusieurs milliers de personnes, agglutinées en rangs serrés, le bas du visage souvent masqué, brandissant des pancartes rédigées en anglais, en français, ou mêlant les deux langues, comme se mêlaient dans les têtes et les esprits les morts de George Floyd, le 25 mai

à Minneapolis, et d'Adama Traoré, le 19 juillet 2016 à Beaumont-sur-Oise. Deux hommes noirs désarmés tués, étouffés, par des policiers blancs.



Manifestation contre les violences policières, à Toulouse, le 3 juin 2020. © ER

« *I can't believe I'm still protesting for this in 2020* », disait une pancarte hier soir, à Toulouse. Sur les autres, brandies par centaines dans la foule : « *Mourir pour sa couleur de peau ?* », « *Fuck racism* », « *Adama et George, où est la justice ?* », « *Qui sème la hogra récolte l'intifada* », « *White supremacist is the deadliest virus* », « *Non à l'interdiction de filmer les forces de l'ordre* », « *We can't breathe* », « *Black lives matter* ». Un drapeau américain a surgi un instant. Et les noms d'Ali Ziri, mort le 11 juin 2009 à Argenteuil à 69 ans, ou de Lamine Dieng, mort le 17 juin 2007 à Paris à 25 ans, tous les deux dans les mains de policiers, étaient eux aussi, parmi d'autres, tracés sur des bouts de carton au-dessus des têtes.

Les membres du comité Vérité & Justice 31 ont rappelé le sort de Daniel, ce jeune de 17 ans dont le corps a été repêché quelques semaines après qu'il eut sauté dans la Garonne le 3 novembre dernier, pour échapper à une poursuite policière. Ou celui de Jaouad, mort de façon suspecte au mitard de la prison de Seysses, le 14 avril 2018, à l'âge de 27 ans (*voir notre article*). Moustapha Amokrane (Zebda, Mouss et Hakim) a eu une parole pour Habib-Pipo dont la mort le 13 décembre 1998, à 17 ans, avait déclenché plusieurs jours de révolte dans les quartiers toulousains.

C'est bien la dénonciation des violences policières exercées de manière systémique contre les personnes racisées noires et arabes qui, comme la veille à Paris, a fait converger hier des milliers de gens au cœur de la ville. Un rassemblement à la composition sociale rarement observée à Toulouse : beaucoup de

Noir·e·s mais aussi de Blancs et de Blanches, et de maghrébin·e·s, ayant toutes et tous en commun leur jeunesse.

Fatoumata, l'oratrice concise et efficace de 19 ans, qui étudie le droit, et Diaby, 23 ans, « *noire et voilée* », étudiante infirmière, sont venues avec des amies. Des jeunes femmes aux identités multiples, toulousaines, parisiennes, guinéennes, françaises, qui, des violences policières, connaissent surtout le récit de leurs petits et grands frères. « *Nous, on y est moins confrontées, parce qu'on est des femmes, mais eux, c'est au quotidien* », assure l'une d'elles. « *J'ai un frère. Un jour, un flic lui a dit que s'il ne se calmait pas, ils lui feraient comme à Théo* », raconte une autre. Une référence à Théo Luhaka, ce jeune de 22 ans violé par un policier au moyen d'une matraque télescopique le 2 février 2017, à Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis). « *La réalité est que, quand on voit la police, on a peur*, poursuit Diaby. *Car on sait qu'ils ont intériorisé des préjugés racistes et qu'ils les mettent en pratique sur nous. Et nous aussi, on a intériorisé : on sait que même si on n'a rien fait, on va être coupable.* »

Au-delà de la question policière, c'est le racisme prégnant, profondément enraciné, de la société française que pointent les jeunes femmes, dénonçant les « *CV envoyés par centaines* » qui ne débouchent jamais sur des stages ou des embauches, ou le fait d'avoir à « *justifier de sa nationalité* » quand elles cherchent un appartement. Fatoumata est allée s'expliquer avec le directeur de l'école qui, devant toute la classe, avait appelé son petit frère « *Kirikou* ». « *Il n'a pas compris que je vienne le voir. Il m'a dit qu'il n'était pas raciste*, se désole l'étudiante. *Alors, j'ai insisté, je lui ai expliqué l'humiliation vécue, et il a fini par s'excuser...* »

Une volonté de « *ne plus laisser passer* » très partagée. « *On connaît nos droits, c'est pas comme nos parents. Le racisme est toujours là, on le sait, mais nous, on demandera justice.* » Ces jeunes femmes esquissent une expression de respect à l'évocation d'Assa Traoré, une femme qui « *représente* ». Tout en témoignant, malgré leur jeune âge, d'une « *fatigue* ». « *Je suis heureuse de ce qui se passe aujourd'hui, de pouvoir*

faire entendre nos voix. Mais je ne vais pas passer ma vie à choisir entre mon voile et mon travail. Je ne pourrai pas être à l'aise dans cette société et je ne vais pas me battre tout le temps. Pour mon épanouissement personnel, je préfère repartir en Afrique... », assure Diaby, approuvée par l'une de ses amies : « *C'est ce que me dit ma mère : on sera mieux là-bas...* » Fatoumata, elle, entend bien rester pour « *faire de la politique* » et secouer ces responsables et élus dont elle voit surtout la « *lâcheté* » et la faculté de se « *cache derrière les polémiques* » stériles. « *Aujourd'hui, on en est encore à parler du mot "beurette", c'est ça ?! Ceux qui ne sont pas d'accord, il faut qu'ils le fassent savoir.* »

Cet appel lancé aux « *allié·e·s* » à se positionner clairement face au racisme de la police et de la société française a été plusieurs fois exprimé : « *Arrêtez de fermer vos bouches, arrêtez d'avoir peur, combattez le racisme tous les jours* », exhorte ainsi une femme s'adressant à la « *communauté blanche* ». Les termes « *privilèges blancs* », « *Noirs* », « *Arabes* » pour désigner des réalités vécues physiquement sont largement partagés et consensuels.

Autant de marqueurs sémantiques et rhétoriques signant la prééminence d'une jeune génération de manifestant·e·s et militant·e·s nourrie au biberon de l'approche postcoloniale et lucide sur la réalité derrière le cache-sexe de l'universalisme à la française. Lorsque Jean-Christophe Selin, militant du PG et figure de la gauche locale prend la parole à la fin, peu semblent connaître cet homme se présentant comme membre d'« *une seule communauté, celle de l'humanité* ». Et s'ils ont poliment repris son « *première, deuxième, troisième génération, nous sommes tous des enfants d'immigrés !* », beaucoup n'avaient visiblement jamais entendu ce slogan des années 1990, la décennie où ils et elles sont né·e·s.

Plus spontanés, les applaudissements par vague, les genoux à terre, les « *pas de justice, pas de paix* », « *justice pour Adama !* » ou « *Zied, Bouna, Théo et Adama, on n'oublie pas, on pardonne pas !* », ou même « *Fuck Trump !* », repris avec rage par une foule hérissée de smartphones, tenus à bout de bras tatoué,

sous des visages masqués en mode Covid. L'air du temps. Avec, quand même, le poing levé comme signe de reconnaissance intemporel et transgénérationnel.

Ce rassemblement « historique », selon ses organisateurs, s'est dispersé aux alentours de 21 heures. Quelques échauffourées ont ensuite eu lieu, la façade de la mairie a été prise pour cible, des grenades de gaz lacrymogène ont été tirées, et le tout s'est soldé par une poignée d'interpellations. Durant le rassemblement, les effectifs des six camions de gendarmerie et des véhicules de police déployés aux alentours étaient restés à distance.

Mais depuis le déconfinement, à Toulouse, le mouvement social est surveillé comme le lait sur le feu. Les 13, 20 mai et 28 mai, trois arrêtés préfectoraux ont été pris pour interdire les manifestations, notamment celles des « gilets jaunes ». Des arrêtés dans lesquels il est tenu compte tout à la fois de « l'état d'urgence sanitaire déclaré [...] pour faire face à l'épidémie de Covid-19 et prorogé jusqu'au 10 juillet 2020 inclus », et du fait que « du 17 novembre 2018 au 14 mars 2020, samedi précédant la déclaration d'état d'urgence sanitaire, plusieurs manifestations non déclarées du mouvement des gilets jaunes » se sont déroulées à Toulouse.

Un méli-mélo qui a permis aux autorités de mettre la pression sur les rares candidat-e-s à la reprise des manifestations : en trois samedis, au moins 65 verbalisations (contraventions de 4^e classe, 135 euros) ont été dressées. Au terme parfois, selon plusieurs témoignages recueillis par Mediapart, de contrôles jouant de l'intimidation (« *On vous a reconnu* ») ou de la menace (« *Ne revenez plus ici le samedi* »).

Des personnes ont reçu des contraventions les verbalisant pour leur présence dans des lieux où elles ne s'étaient pas rendues... « *On invite à contester systématiquement* », argue une avocate mobilisée, qui note que « *le cadre juridique est très mouvant, selon les villes* », et qui pointe le risque de voir les autorités recourir bientôt aux dispositions liées aux lois d'urgences sanitaire qui font un délit de la troisième contravention obtenue en 30 jours. La pression est toujours bien là, dans le « monde d'après ». Multiforme et pas vécue ni subie de la même façon par toutes les catégories de la population. « *J'aimerais bien avoir peur des flics simplement parce que je suis mal garée* », a lancé une femme hier soir au micro.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Carine Fouteau et Stéphane Alliès

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.